

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

FNCIDFF
7, rue du Jura
75013 PARIS

FNCIDFF

7, rue du Jura - 75013 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Assemblée Générale,

1 - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Association, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société FNCIDFF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3 - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

5 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6 - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

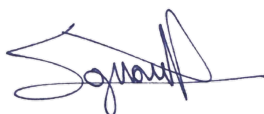
S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 2 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

NSK AUDIT



Serge Girault

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilitisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et d'veloppement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	138 475	91 677	46 798	54 766
Autres				
Immobilitisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilitisations corporelles				
Terrains				
Constructions	2 508 798	2 467 031	41 766	45 361
Installations techn., mat'riel et outill. ind.				
Autres	199 994	145 718	54 276	64 982
Immobilitisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reus par legs ou d. dest. à ˆtre c'eds				
Immobilitisations financi'eres				
Participations et cr'ances rattache'es				
Autres titres immobilis'es				
Prˆts				
Autres	1 000		1 000	1 239
TOTAL (I)	2 848 266	2 704 426	143 841	166 348
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Cr'ances				
Cr'ances clients, usagers et comptes ratt.	648 207		648 207	355 645
Cr'ances reues par legs ou donations				
Autres	605 252		605 252	96 316
Valeurs mobili'eres de placement	395		395	395
Instruments de tr'sorerie				
Disponibilit's	2 113 823		2 113 823	1 510 779
Charges constat'es d'avance	20 132		20 132	10 705
TOTAL (II)	3 387 808		3 387 808	1 973 841
Frais d'ˆmission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	6 236 074	2 704 426	3 531 649	2 140 189

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	80 000	80 000
Autres	380 539	380 539
Report à nouveau	439 592	405 172
Excédent ou déficit de l'exercice	-937	34 420
<i>Situation nette (sous total)</i>	<i>899 194</i>	<i>900 131</i>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	899 194	900 131
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	297 108	159 923
TOTAL (II)	297 108	159 923
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	25 342	39 197
TOTAL (III)	25 342	39 197
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	514	514
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	227 269	177 571
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	225 721	179 644
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	6 968	1 126
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 849 533	682 083
TOTAL (IV)	2 310 005	1 040 938
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 531 649	2 140 189

COMPTE DE RÉSULTAT

FNCIDFF
Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	16 440	16 470
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	31 440	10 616
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	186 945	140 918
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 236 802	1 863 497
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	30 196	11 298
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	549 698	209 364
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	14 152	7 563
Utilisations des fonds dédiés	156 730	204 926
Autres produits	3 046	3 521
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	3 225 449	2 468 173
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises et autres achats	6 479	486
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 048 080	853 548
Aides financières		130
Impôts, taxes et versements assimilés	132 443	107 061
Salaires et traitements	1 232 938	962 161
Charges sociales	474 434	338 473
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	50 708	46 309
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	293 915	135 455
Autres charges	6 094	5 048
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	3 245 092	2 448 671
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-19 643	19 502
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	24 597	15 710
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	24 597	15 710
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	24 597	15 710

COMPTE DE RÉSULTAT

FNCIDFF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	4 954	35 212
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	2 530	3 174
Sur opérations en capital	1 500	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	4 030	3 174
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	37	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	37	
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	3 993	3 174
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	9 884	3 966
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	3 254 076	2 487 057
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	3 255 013	2 452 637
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-937	34 420
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	11 832	16 464
TOTAL	11 832	16 464
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	11 832	16 464
TOTAL	11 832	16 464
TOTAL	-937	34 420

ANNEXE COMPTABLE

Annexes au Bilan et au Compte de Résultat

PRÉSENTATION

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

ÉTAT DES DÉPRÉCIATIONS

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

CRÉDIT BAIL

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

ÉCARTS DE RÉÉVALUATION

Variations de la réserve spéciale de réévaluation

Variations de la provision spéciale de réévaluation

ACTIF CIRCULANT - ÉTAT DES STOCKS

ACTIF CIRCULANT - ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

EFFETS DE COMMERCE

COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF

COMPOSITION DES FONDS PROPRES

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Var. des fonds propres avec la part liée à la générosité du public

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

TABLEAU DES AVANTAGES ET RESSOURCES ÉTRANGERS

LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES CR ET CROD

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF

LES ENGAGEMENTS

ANNEXE COVID-19

DETTES LIÉES À LA COVID-19

COMMENTAIRE

Information		
Produite	Non significative	Non applicable

O

O

O

O

NA

O

NA

NA

NA

O

NA

O

NA

O

O

NA

NA

NA

NA

O

O

NA

NA

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 3 531 648,54 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un déficit de -937,36 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

D'autre part, aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

Description de l'objet social de l'entité

Créée en 1972, la FNCIDFF contribue à développer l'égalité entre les femmes et les hommes en menant des actions propres à favoriser l'autonomie des femmes et à faire évoluer leur place dans la société et en relayant l'action des pouvoirs publics pour la mise en œuvre de l'égalité.

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La FNCIDFF fédère, coordonne et développe les 98 CIDFF - Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (ainsi que leurs fédérations régionales), répartis sur l'ensemble du territoire. Elle soutient les CIDFF et les FRCIDFF dans leur développement, assure leur représentation nationale auprès des pouvoirs publics et porte à la connaissance de ces derniers les problèmes spécifiques exprimés par les femmes auprès des CIDFF. La FNCIDFF impulse le développement d'actions expérimentales dans les domaines concernés par les droits des femmes, des familles et dans la mise en œuvre de l'égalité.

Description des moyens mis en œuvre

Pour mener ses missions, la FNCIDFF propose à son réseau des actions de formations à destination des élu-e-s et des professionnel-le-s des CIDFF, produit des supports d'information (guides, brochures, dossiers, fiches techniques) à destination du public et des CIDFF, assure la gestion et l'évolution d'une base statistique nationale, propose et met en œuvre des outils de communication communs à l'ensemble de son réseau, développe la participation des CIDFF et des FRCIDFF à des projets financés sur des fonds privés (mécénat, fundraising).

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif sur la durée habituellement admise.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Logiciels, extranet, etc. : 3 à 5 ans.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Agencement et aménagement des constructions	5 à 20 ans
- Matériels et outillages	5 à 15 ans
- Matériel informatique	3-5 ans
- Mobilier	3 ans

L'inventaire des immobilisations détenues par l'association n'a révélé qu'une seule immobilisation qui aurait pu faire l'objet d'une décomposition : l'immeuble.

Cependant, il est totalement amorti depuis 2014. En conséquence, aucune immobilisation n'a donc été décomposée.

Par ailleurs, une réflexion a été engagée par rapport à un déménagement du siège de l'association et une cession de l'immeuble afférent. La décision prise début 2024 par le Conseil d'administration n'a pas donné lieu à une modification du plan d'amortissement, compte tenu de la plus-value latente, de l'amortissement intégral de la construction et d'une valeur nette comptable résiduelle limitée pour les aménagements et agencements au 31/12/2024.

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières concernent des dépôts de garantie versés.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont principalement composées du solde des subventions et des contributions financières à recevoir, ainsi que des créances sur différents centres du réseau.

Depuis l'exercice 2020 et l'application du règlement comptable ANC 2018-06, les créances liées aux subventions et aux contributions financières sont comptabilisées pour totalité du montant notifié, y compris lorsque la convention est pluriannuelle (en l'absence de clause(s) suspensive(s) non levée(s)).

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**Catalogues, imprimés, goodies**

Les dépenses relatives aux catalogues, imprimés, flyers, goodies, etc. sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel ceux-ci ont été livrés à l'association.

Aucune CCA n'est constatée à la clôture de l'exercice en cas de stocks résiduels.

Fonds dédiés

Pour les projets financés par des fonds affectés, si les dépenses concernées n'ont pas été intégralement engagées sur l'exercice, des fonds dédiés sont enregistrés à la clôture.

Fiscalité

La gestion de l'association étant désintéressée et eu égard aux conditions d'exercice de ses activités, elle bénéficie du régime dérogatoire prévue par la réglementation fiscale (BOFiP - BOI-IS-CHAMP-10-50-10 et suivants). Ainsi elle n'est pas assujettie :

- A l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun ;
- A la TVA ;
- A la CET.

Les prestations de services figurant au sein du compte de résultat sur la ligne "Ventes de prestations de services" sont majoritairement réalisées auprès des membres du réseau de la FNCIDF (CIDFF, etc.), donc au sein du cercle fermé de la Fédération.

De plus, pour ses activités lucratives accessoires, elle bénéficie de plein droit du régime de la franchise des impôts commerciaux.

Par ailleurs, l'association est soumise à l'impôt sur les sociétés au taux réduit pour les revenus patrimoniaux (produits financiers, revenus fonciers).

Subventions et concours publics

Les subventions de l'exercice 2024 se détaillent comme suit :

1/ Subventions de fonctionnement :

- Montant global : 1.839.588 €
- Autorités administratives : Secrétariat d'Etat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, Ministère de la justice, Ministère de l'Intérieur, Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, Ministère délégué chargé des Outre-mer, CNAF, ANRT

2/ Subventions liées à des projets

- Montant global = 397.214 €
- Autorités administratives : Secrétariat d'Etat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, Direction générale de la cohésion sociale, Ministère de l'Intérieur, Ministère des Sports, Direction générale des étrangers en France, Conseil Régional d'Ile de France, l'ONU, la ville de Paris, Agence nationale de la cohésion des territoires, Ministère chargé des Outre-Mer notamment.

Les produits 2024 ci-dessus sont présentés en "net" des produits constatés d'avance" et hors impact des fonds dédiés de l'exercice.

Les contributions financières

Celles-ci s'élèvent à 549.698 euros en 2024.

Elles sont présentées "net" de produits constatés d'avance et hors impact des fonds dédiés de l'exercice.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Le montant des engagements au titre des retraites s'élève à 25.342 € au 31/12/2024. Ce montant a été calculé pour l'ensemble des salariés en s'appuyant sur les hypothèses suivantes :

- Méthode de calcul : rétrospective, avec prorata temporis par rapport à l'ancienneté
- Initiative de départ : salarié
- Age de départ : 64 ans
- Table de mortalité : table INSEE 2019-2021
- Taux d'actualisation : 3,36 %
- Progression annuelle des salaires : 2% constant
- Taux de rotation : 2% constant
- Taux de charges sociales : 45% pour les employés et 50% pour les cadres

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Le montant de cet engagement est provisionné dans les comptes au 31/12/2024. La variation de l'exercice s'élève à -13.855 € (reprise provision).

L'association n'a procédé à aucun versement auprès d'une institution de gestion de ces prestations.

AUTRES INFORMATIONS**Cotisations**

Les cotisations des centres sont comptabilisées en produits d'exploitation de l'exercice et le fait générateur de la reconnaissance du produit correspond à l'émission de l'appel de cotisation adressé aux centres adhérents.

Contributions volontaires en nature

L'association a bénéficié en 2024 de contributions volontaires en nature.

Il s'agit notamment de bénévolat de la part des membres du bureau (présidente, trésorier), pour un total d'heures de 415 heures au taux de 28,51 euros (base du SMIC augmenté de 60% + charges patronales), soit 11.832 euros. Ces sommes figurent en pied du compte de résultat.

Les autres contributions volontaires n'ont pas fait l'objet d'un recensement et ne font pas l'objet d'une valorisation et d'un enregistrement en comptabilité.

Loi sur le volontariat associatif

Les administrateurs de l'association sont bénévoles. Par conséquent, ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Néanmoins, ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de l'association.

Effectif permanent

L'effectif moyen de l'association est de près de 33 personnes pour l'exercice 2024.

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes s'élèvent à 9.240 euros TTC pour l'exercice 2024.

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Dons et AGP

L'association a bénéficié en 2024 de dons. Ces ressources ne sont pas ou peu collectées via un canal d'appel à la générosité du public au sens de la loi du 7 août 1991.

Bien que les ressources collectées au total en 2024 dépassent le seuil 153 Keuros, eu égard aux modalités de collecte stipulées ci-avant, l'association n'entre pas dans le champ des obligations de la loi du 7 août 1991 (déclaration préfectorale, établissement d'un CER, etc.).

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	142 908		17 160
CORPORELLES	Terrains		1 884 655		
	Constructions	Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui			
		Inst. générales, agencés & aménagés construct.	624 143		
	Installations techniques, matériel & outillage industriels				
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencés & aménagés divers	96 504		
		Matériel de transport			
		Matériel de bureau & mobilier informatique	95 177		11 280
		Emballages récupérables & divers			
		Immobilisations corporelles en cours			
		Avances et acomptes			
TOTAL			2 700 478		11 280
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		1 239		
TOTAL			1 239		
TOTAL GENERAL			2 844 625		28 440

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'établissement & dével.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL		21 593	138 475	
CORPORELLES	Terrains				1 884 655	
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui				
		Inst. gal. agen. amé. cons			624 143	
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.					
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers			96 504	
		Matériel de transport				
		Mat. bureau, inform., mobilier		2 966	103 490	
		Emb. récupérables & divers				
		Immobilisations corporelles en cours				
		Avances et acomptes				
TOTAL				2 966	2 708 792	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières			239	1 000	
TOTAL				239	1 000	
TOTAL GENERAL				24 798	2 848 267	

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	88 142	25 128	21 593	91 677
TOTAL	88 142	25 128	21 593	91 677
Terrains				
Constructions	1 884 655			1 884 655
Sur sol propre				
Sur sol d'autrui				
Inst. générales agen. aménag.	578 782	3 595		582 376
Inst. techniques matériel et outil. industriels				
Autres immobs corporelles	60 512	5 059		65 571
Inst. générales agencem. amén.				
Matériel de transport				
Mat. bureau et informatiq., mob.	66 186	16 927	2 966	80 147
Emballages récupérables divers				
TOTAL	2 590 135	25 581	2 966	2 612 749
TOTAL GENERAL	2 678 277	50 708	24 559	2 704 426

CADRE B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immobs incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constr.							
Sur sol propre							
Sur sol autrui							
Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage							
A. immo. corp.							
Inst. gales, ag. am div							
Matériel transport							
Mat. bureau mobilier inf.							
Emballages réc. divers							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires				
	<i>Dont majorations exceptionnelles de 30 %</i>				
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
TOTAL					
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Prov. pour pensions et obligations similaires	39 197		13 855	25 342
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grdes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL		39 197		13 855	25 342
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations				
	- incorporelles				
	- corporelles				
	- Titres mis en équivalence				
	- titres de participation				
	- autres immobs financières				
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients				
	Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL					
TOTAL GÉNÉRAL		39 197		13 855	25 342
Dont provisions pour pertes à terminaison					
Dont dotations & reprises	- d'exploitation			13 855	
	- financières				
	- exceptionnelles				

Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	1 000		1 000
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	648 207	648 207	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	4 842	4 842	
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques	10 567	10 567	
	Autres impôts, taxes & versements assimilés	564 250	564 250	
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	18 882	18 882	
	Charges constatées d'avance	20 132	20 132	
TOTAUX		1 267 880	1 266 880	1 000
Renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	(3) Créances reçues par legs ou donations			

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	20 132
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	20 132

PRODUITS À RECEVOIR

Les produits à recevoir correspondent principalement à des des subventions à recevoir.

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	5 850
Autres créances	587 963
Disponibilités	
TOTAL	593 813

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Réserves					
Réserves pour projet de l'entité	80 000				80 000
Autres réserves	380 539				380 539
Report à nouveau	405 172		34 420		439 592
Excédent ou déficit de l'exercice	34 420			35 357	-938
TOTAUX	900 131		34 420	35 357	899 193

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Financements 2024	106 020	103 310	106 020			103 310	
TOTAL	106 020	103 310	106 020			103 310	

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU DE SUIVI DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES D'AUTRES ORGANISMES

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Financements 2024	53 903	175 716	50 710			178 909	
TOTAL	53 903	175 716	50 710			178 909	

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

RESSOURCES PROVENANT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Dons 2024		14 889				14 889	
TOTAL		14 889				14 889	

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)	514		514	
Fournisseurs & comptes rattachés	227 269		227 269	
Personnel & comptes rattachés	83 146		83 146	
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	127 929		127 929	
Etat & Impôts sur les bénéfices	9 884		9 884	
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	4 762		4 762	
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	6 188		6 188	
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 849 533		1 849 533	
TOTAUX	2 309 225		2 309 224	

Renvois (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exer.
(2) Montant divers emprunts, dett/associés

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Les produits constatés d'avance concernent la fraction des conventions pluriannuelles relative aux exercices suivants.

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	1 849 533
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	1 849 533

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	35 318 120 109
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	155 427

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A
L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE
31 DECEMBRE 2024

FNCIDFF
7, rue du Jura
75013 PARIS

FNCIDFF

Siège social : 7, rue du Jura - 75013 PARIS

**Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées
Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice
clos le 31 décembre 2024.**

Aux membres de l'Assemblée Générale,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.


Notes de frais remboursées aux administrateurs

Le montant des frais de déplacement, de mission et de réception remboursés aux administrateurs au cours de l'exercice 2024 s'est élevé à 5.266,48 Euros.

Fait à Paris, le 2 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

NSK AUDIT



Serge Girault